

## Le Point - Débats

# SENSATIONS DU WEEK-END

**Gran Appasso Susumaniello  
Puglia IGP**

2020, les Pouilles,  
Italie, 75 cl

**Poulet**  
entier, é  
env. 1 kg

**50%**

**8.45** au lieu de 16.90

**4**

**5.9**

Valable du 27.08-28.08.2021

< >

# Fouad Abou Nader – Sortir le Liban de la crise financière

TRIBUNE. Le président de l'ONG libanaise Nawraj appelle à des réformes courageuses pour mettre un terme à la situation financière dramatique du Liban.

*Par Fouad Abou Nader*



Publié le 28/08/2021 à 09h01



[Je m'abo...](#)

Tous les contenus *du Point* en illimité

*faillite de l'État. Médecin de formation, ancien commandant en chef durant la guerre civile des Forces libanaises (FL), neveu de l'ancien président assassiné en 1982 Béchir Gemayel, il est aussi le coordinateur général de l'Assemblée des chrétiens d'Orient, qui rassemble les 14 Églises du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il donne ici son point de vue sur la situation économique et financière dramatique dans laquelle est plongé le Liban.*

En moins de deux semaines, le Liban vient de connaître sa deuxième journée de deuil national. Un an après la terrible explosion dans le port de Beyrouth – qui a dévasté une partie de la capitale le 4 août 2020 –, l'explosion d'une citerne d'essence dans le Akkar (Nord-Liban) a provoqué la mort de 30 personnes dont deux militaires. Ce drame survient quelques jours seulement après la décision du gouverneur de la Banque du Liban (BDL) de mettre un terme aux subventions sur les carburants. Or, c'est bien cette décision de la BDL et les pratiques de la « mafia des carburants » qui sont à l'origine de cette nouvelle catastrophe.



Sponsored by: Fnac Suisse

### Back to school

Brillez dans vos études grâce au Mac. Rendez-vous jusqu'au 16 septembre à la Fnac.

En effet, la suppression des subventions sur les importations de blé, de fuel, de médicaments, d'électricité, etc., risque d'aggraver les conditions de vie des Libanais – dont plus de 55 % vivent déjà sous le seuil de pauvreté – sans pour autant régler la crise financière qui accable le pays ni la faillite de l'État. En 2020, Emmanuel Macron a dénoncé « une sorte de schéma de Ponzi » ou encore « un système crapuleux » mis en place depuis 1992-1993 qui a créé des « dollars fictifs » (appelés « lollars » au Liban) et qui s'est effondré à l'automne 2019, plus rapidement que prévu, en raison de la guerre en Syrie (2011) et de l'afflux de plus d'un million et demi de réfugiés syriens vers le Liban, de la hausse des salaires dans les entreprises et les organismes privés (2013), puis dans la fonction publique (2017), de l'annulation du financement saoudien en faveur de l'armée libanaise (2016) et de l'absence de réformes, pourtant promises depuis les conférences Paris II (2002) puis Paris III (2007) et encore lors de la conférence CEDRE à Paris (2018), ou encore de la non-modification du prix du kilowatt (fixée par le Conseil des ministres depuis 1994 sur la base d'un baril de pétrole à 20 dollars).

Je m'abo...

Tous les contenus *du Point* en illimité

## Tripoli, une triste histoire libanaise



Ce « modèle » – d’une économie rentière dont le Liban n’a pas les moyens – a tué la production agricole et industrielle, l’innovation digitale et numérique, ainsi que les investissements et les exportations. Le président français a considéré, à juste titre, que « plus personne n’a confiance dans le système financier libanais » et qu’« il ne peut pas remonter tout seul » ou tout du moins pas avec « les mêmes personnes dans les banques privées, dans les banques publiques et dans les administrations ».

Quelques mois auparavant, la banque d’affaires Lazard – qui avait recommandé le défaut de paiement sur les obligations d’État en devises (eurobonds) en mars 2020 –, le ministère libanais des Finances et différentes personnes – parmi lesquelles l’un de mes collaborateurs – ont proposé un plan de restructuration de la dette publique (près de 100 milliards de dollars) et des pertes financières. Ce plan a été bien accueilli par le Fonds monétaire international (FMI) : il comprend un audit juricomptable (*forensic audit*) de la BDL et de l’État. Pour lutter contre la corruption et récupérer les fonds détournés, nous espérons que l’audit juricomptable de la BDL sera étendu à tous les ministères, aux organismes d’État créés après la guerre (le Conseil du Sud, la Caisse des déplacés, le Conseil pour le développement et la reconstruction (CDR) et le Haut Comité de secours), aux services de l’administration et aux banques.

Pour obtenir de la transparence, il est nécessaire de passer à une gouvernance 2.0, c’est-à-dire un e-gouvernement et une e-administration. Le « plan Lazard » a été saboté par une coalition surnommée, au Liban, « le parti des banques » et qui regroupe la BDL (la Banque centrale libanaise), l’ABL (Association des banques du Liban, qui rassemble les actionnaires et dirigeants des grandes banques libanaises), les hauts responsables de la Chambre des députés, d’anciens Premiers ministres et des députés (notamment ceux de



Cette coalition – qui, après avoir imposé un contrôle des capitaux illégal (car en dehors du cadre législatif) aux déposants, a sorti illégalement des milliards de dollars au profit de ses membres – rêve toujours d’un renflouement externe (*bail-out*) sans contraintes réelles. Mais elle vit dans le déni et n’a pas voulu reconnaître le montant des pertes, estimé à 177 000 milliards de livres libanaises par le plan (sur la base d’un taux de change de 3 500 LL pour un dollar, cette estimation est considérée la plus réaliste par le FMI). Cette coalition a également rejeté une juste répartition des pertes entre l’État, la BDL, les actionnaires des banques et quelque mille grands déposants ayant plus de 10 millions de dollars (et qui devaient subir une décote – *haircut* – de 13 %) qui aurait protégé les 2,7 millions de déposants.

À LIRE AUSSI

## Le Hezbollah tisse sa toile en France

Au lieu de cela, elle a proposé la vente de la façade maritime du Liban, des biens immobiliers de l’État et des réserves d’or de la BDL. Ce plan de la coalition a été rejeté par le FMI (qui n’accepte que celui de Lazard comme base de travail et de négociations) et aussi par la Banque mondiale, qui le considère comme « incompatible avec les principes de restructuration établis à la suite de la crise financière mondiale de 2008 pour protéger les contribuables en cas de faillite des institutions financières ».

Je m'abo...

Tous les contenus *du Point* en illimité



Enfin, cette coalition a tout fait pour faire échouer l'audit juricomptable qui pouvait révéler au grand jour la corruption, le clientélisme, l'incompétence, la contrebande, les mafias (dont celle des générateurs), les malversations, les détournements de fonds publics et autres enrichissements illicites, ou encore la falsification des comptes de la BDL (qui a gonflé ses actifs par une utilisation abusive de revenus de seigneurage). Or, cet audit juricomptable est exigé par le FMI. Cette coalition a aussi bloqué la loi de contrôle officiel des capitaux, l'unification des taux de change et le programme de filet de sécurité sociale pour les personnes les plus vulnérables.

Le blocage du plan Lazard a aussi entraîné le blocage du plan du ministre de l'Économie et du Commerce (soutenu par la Banque mondiale) visant à remplacer les subventions et qui consistait à mettre en œuvre un programme global de compensation – sorte de revenu universel – pour les résidents libanais afin de maintenir leur pouvoir d'achat. En raison de ce sabotage, la livre libanaise s'est effondrée, la BDL a lancé une politique de « liri-fication » (conversion en livres libanaises) pour les retraits et l'enveloppe de 11 milliards de dollars promise par la conférence de Paris d'avril 2018 (CEDRE) n'a pas été remise. Le pourrissement de la situation va probablement entraîner les déposants ayant plus de 2 millions de dollars (et non plus seulement ceux ayant plus de 10 millions de dollars comme le prévoit le plan Lazard) à contribuer par une ponction sur leurs dépôts. La décote pourrait être d'au moins 60 % (au lieu de 13 % comme prévu par le plan Lazard). Cette contribution est néanmoins supposée protéger plus de 85 % des déposants.

Le secteur financier doit être restructuré : la BDL a des réserves nettes de devises négatives (près de 70 milliards de dollars) causées par les pertes liées à la défense depuis 1997 de la parité fixe (*peg*) entre le dollar et la livre libanaise et au financement des dépenses publiques (avances du Trésor à l'Électricité du Liban, EDL, depuis 1997, et remboursement d'eurobonds depuis 2013). Or les banques sont des « banques zombies », c'est-à-dire des banques insolvables dont la mise en faillite n'a pas encore été officialisée.

des grands déposants (*bail-in*, ou renflouement interne). Quant à la restructuration de la Banque centrale, elle ne peut s'opérer qu'à travers un changement de gouvernance. Enfin, comme mon collaborateur l'a proposé et comme cela a été repris dans le plan Lazard, il faut créer une entreprise publique de gestion des actifs de l'État et un fonds souverain pour réinvestir les futurs revenus pétroliers et gaziers. Il n'est qu'à considérer la situation dramatique dans laquelle se trouvent les Libanais et l'impasse dans laquelle s'enfoncent mon pays pour comprendre qu'il y a urgence à mettre en œuvre les réformes préconisées.

### ✉ Newsletter débats et opinions

Pour comprendre les vrais enjeux du monde d'aujourd'hui et de notre société, recevez chaque vendredi, notre sélection d'articles tirée de notre rubrique Débats



## LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [Liban : ils se battent pour sauver l'âme culturelle de leur pays](#)
- [Explosion du port de Beyrouth : la piste syrienne](#)
- [Les mauvais calculs d'Emmanuel Macron au Liban](#)




### De Gaulle - Penser, résister, gouverner

Son nom est devenu synonyme d'une France libre et puissante. De Gaulle, l'homme de l'appel du 18 juin s'est imposé dans l'histoire d'abord comme un rebelle, un résistant puis comme un leader politique charismatique, en France comme à l'étranger. Adoré, haï du temps de sa présidence, il est devenu après sa mort un mythe, un idéal d'homme politique qu'à droite comme à gauche on se prend à regretter.

Tous les contenus *du Point* en illimité